

***Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et
l'environnement***

Conseil d'administration

Séance du 27 février 2023

Délibération n°3.2

Le 27 février 2023, le conseil d'administration de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 37

Nombre de présents : 29

Membres représentés (procuration) : 3

Quorum : 19

Point 3 – Gouvernance

Délibération 3.2 – Conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels et assimilés de l'Institut Agro

Visas :

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat, notamment ses articles 3, 7 et 7-1 ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu le décret n° 2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre fixant le siège et désignant le comptable public de la métropole du Grand Paris ;

Vu la délibération n°4.5 du conseil d'administration du 17 mars 2020 ;

Exposé des motifs :

Par la délibération du 17 mars 2020, le conseil d'administration de l'Institut a fixé, pour une durée de trois ans, des règles dérogatoires à celles fixées par le décret de 2006 susvisé, conformément aux dispositions de l'article 7-1 de ce même décret. L'échéance de cette délibération étant fixée en mars 2023, il convient de prendre une nouvelle délibération pour permettre de déroger aux règles fixées par le décret 2006-781.

Par cette délibération, le conseil d'administration avait fixé à 90 euros le taux plafond de remboursement des frais d'hébergement pour « la province », et à 130 euros le taux plafond de remboursement des frais d'hébergement pour « l'Ile-de-France et l'Outre-mer ».

Il est rappelé que l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé fixe à 70 euros le taux de base, à 90 euros le taux pour les grandes villes (sont considérées comme grandes villes, les communes dont la population est égale ou supérieure à 200 000 habitants Bordeaux, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Rennes, Strasbourg, Toulouse) et les communes du Grand Paris, à 110 euros le taux pour la commune de Paris, et à 70 ou 90 euros pour l'Outre-Mer.

Il est rappelé également que l'arrêté du 3 juillet 2006 fixe le taux de remboursement forfaitaire du repas à 17,50 euros, à l'exception de la Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna et la Polynésie française pour qui le taux forfaitaire est fixé à 21 euros.

Compte tenu des prix aujourd'hui pratiqués par les services hôteliers et afin de couvrir au mieux les dépenses d'hébergement engagées par les agents en mission, il est proposé au conseil d'administration de prendre une nouvelle délibération afin de préciser les conditions et les modalités de prise en charge des frais d'hébergement et de fixer les taux de remboursement dérogatoires. Pour des raisons de coûts et de disponibilité des hébergements, il est proposé de rembourser les frais d'hébergement sur Angers au même forfait que pour les grandes villes.

Par ailleurs, il est proposé au conseil d'administration de préciser les modalités de prise en charge des frais de repas et de fixer une règle dérogatoire pour la prise en charge financière de ces frais quand l'agent a la possibilité de prendre son repas dans un restaurant administratif. Dans ce cas, l'indemnité forfaitaire pour frais de repas sera réduite de 50%, soit 8,75 euros, si le montant engagé par l'agent est inférieur ou égal à cette somme.

En complément du vade-mecum fixant les modalités de mises en œuvre des dispositions réglementaires relatives aux frais de mission, une politique des déplacements intégrant des mesures de sobriété est en cours de construction.

Enfin, il est proposé au conseil d'administration de fixer les conditions dans lesquelles des avances sur le paiement des frais peuvent être consenties aux agents qui en font la demande.

Cette délibération s'applique aux personnels de l'établissement, aux assimilés et aux seuls étudiants fonctionnaires ou missionnés par l'établissement.

ADOPTÉ : à 29 voix pour
 à 0 voix contre
 à 2 abstentions

En application de l'article 7-1 du décret du 3 juillet 2006 susvisé, le conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (l'Institut Agro), réuni le 27 février 2023, approuve pour une durée de trois ans les modalités de règlement des frais de repas et d'hébergement suivantes :

Modalités de prise en charge des frais d'hébergement des personnels et assimilés de l'Institut Agro :

Un agent a droit à la prise en charge de ses frais d'hébergement, sur présentation d'un justificatif de paiement de l'hébergement, lorsqu'il se trouve en mission en dehors de ses résidences familiale et administrative pendant la totalité de la période comprise entre 0 heure et 5 heures.

Taux de remboursement forfaitaire pour le règlement des frais d'hébergement :

- . Villes de moins de 200 000 habitants sauf Angers : 90 euros
- . Grandes Villes et Angers : 130 euros
- . Outre-Mer : 130 euros
- . Communes du Grand Paris et commune de Paris : 160 euros

Le taux d'hébergement est fixé au minimum à 120 euros dans tous les cas pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite.

Sous réserve de l'impossibilité de recourir au prestataire sous contrat avec l'Institut et de l'accord de l'autorité compétente, une avance d'un maximum de 75% du montant susceptible d'être attribué peut-être versée à l'agent en mission en métropole ou en Outre-Mer. Cette avance peut atteindre 100% pour les agents en mission à l'étranger.

Modalités de prise en charge des frais de repas des personnels et assimilés de l'Institut Agro :

Un agent a droit à la prise en charge de ses frais de repas lorsqu'il se trouve en mission en dehors de ses résidences familiale et administrative pendant la totalité de la période comprise entre 12 heures et 14 heures ou entre 19 heures et 21 heures.

Si l'agent a la possibilité de prendre son repas dans un restaurant administratif, l'indemnité forfaitaire pour frais de repas est réduite de 50%, soit 8,75 euros, si le montant engagé est inférieur ou égal à cette somme forfaitaire réduite de moitié.

Les modalités de mises en œuvre de cette délibération sont définies dans une note de service de la directrice générale appelé vade-mecum « Déplacements temporaires des personnels de l'Institut Agro et assimilés ».

La présente délibération abroge la délibération 4.5 du 17 mars 2020.

Fait à Paris, le 27 février 2023

**Le Président du Conseil d'administration,
Dominique Chargé**